

Étude : Les Français, les décideurs municipaux et les risques climatiques
Macif-Fondation Jean-Jaurès

- ***73% des Français déclarent avoir subi au moins plusieurs fois les conséquences d'un risque climatique***
- ***Plus d'un quart des Français régulièrement exposés aux risques climatiques constatent un impact négatif sur leur santé (27% dont 17% sur la santé physique et 15% sur la santé mentale)***
- ***Pour 74% des décideurs locaux le risque climatique est celui qui est le plus redouté***
- ***Un maire sur deux a l'intention de traiter la prévention des risques climatiques dans son programme pour les prochaines élections municipales de 2026***

À l'heure où les risques climatiques s'imposent comme un enjeu incontournable des prochaines élections municipales de mars 2026, une nouvelle étude de la Fondation Jean-Jaurès et de la Macif réalisée par Ipsos-BVA auprès des Français et des décideurs locaux met en lumière une conscience accrue de la menace climatique, mais aussi une culture du risque encore inégalement partagée et une perception parfois floue des actions locales. Elle éclaire ainsi les défis politiques, sociaux et pratiques auxquels devront répondre les programmes municipaux pour faire face à l'urgence climatique puisque 73% des Français déclarent avoir déjà subi les effets de cette crise.

>> Près des trois quarts des décideurs locaux considèrent le risque climatique comme le plus menaçant, une crainte partagée par moins de la moitié des Français (42%)

Malgré une omniprésence dans l'actualité, **les risques climatiques ne constituent pas les risques que redoutent le plus les Français (42%)**. Ils arrivent derrière les risques économiques (47%) et sont à égalité avec les risques géopolitiques. C'est la première différence que cette étude démontre entre les Français et les décideurs locaux. En effet,

les risques climatiques sont les plus redoutés (74%) par ces derniers, après les risques économiques (25%) ou sociaux (17%). Un enseignement perceptible de cette enquête dans le volet qualitatif également : **les élus locaux sont unanimes pour parler de ces risques comme « incontournables »** et leurs conséquences sont une préoccupation majeure pour les responsables territoriaux.

>> 73% des Français ont subi plusieurs fois les conséquences d'un risque climatique - avec une forte proportion pour les habitants du Sud-Est de la France, mais également pour les CSP -, davantage touchés que les CSP +

L'enseignement majeur de cette étude est que **près des trois quarts des Français (73%) déclarent avoir subi au moins plusieurs fois les conséquences d'un risque climatique**, principalement les chaleurs extrêmes (60%), les sécheresses (44%) et les violentes tempêtes (34%). Les habitants du Sud-est sont en moyenne touchés par ces conséquences (79%) en raison de la multiplication des épisodes caniculaires. Au-delà du lieu d'habitation, le critère social semble également avoir son importance : les CSP – subissent plus les conséquences que les CSP+ (82% des CSP – déclarent avoir subi des conséquences négatives liées aux risques naturels, soit 11 points de plus que les CSP +)

Tout comme les Français, les décideurs locaux sont nombreux à se dire exposés à ces risques (82%). Le volet qualitatif de l'étude montre que tous les événements ne sont pas catégorisés de la même façon. Ils peuvent être décomposés en trois grandes catégories : les événements soudains et traumatisants (inondations, coulées de boue...), les épisodes récurrents (canicules, sécheresses, débordements de rivières...) et les phénomènes progressifs et structurels. Pour le politologue, Antoine Bristelle, mobilisé dans cette étude, *“si les catastrophes naturelles de forte intensité renforcent la perception des risques environnementaux, celles de moyenne intensité sont de nature à produire une forme d'habitude qui ne se traduit pas par une augmentation de la perception des risques”. D'où, pour Émilie Agnoux, un “hiatus entre le temps des décideurs, en charge du temps long, qui s'envisage au-delà de la durée d'un mandat municipal, et celui des citoyens, qui se vit parfois au jour le jour, joue mécaniquement sur la perception du risque et son degré de priorisation”.*

>> L'information et la mémoire des crises enjeux clés face aux risques climatiques

Si les décideurs locaux se disent largement bien informés face aux risques climatiques (92% dont 12% très bien informés), un écart notable persiste avec les Français (62% dont 7% très bien informés).

L'étude montre que le vécu joue un rôle clé : **avoir été confronté à un risque renforce la vigilance et la connaissance des bons gestes**, comme observé dans certaines communes. La mémoire des catastrophes est ainsi un fort levier de mobilisation. Comme le souligne Lennie Stern dans l'analyse de l'étude, *“l'expérience du risque ne se mesure pas à l'exposition, mais aux conséquences. C'est quand l'aléa laisse une trace concrète dans les vies qu'il devient véritablement conscientisé, et qu'il s'inscrit dans la mémoire”.* Ainsi, 84 % des élus concernés se disent plus vigilants, mieux informés et plus proches de leurs habitants depuis un événement climatique. Pour elle, *“la mémoire du risque n'est pas un souvenir : c'est une compétence démocratique”.*

Mais les capacités d'action restent inégales : les petites collectivités disposent de moyens limités, tandis que les plus grandes peuvent intégrer plus facilement la prévention dans leurs politiques locales.

>> La gestion du risque climatique : un enjeu majeur pour 2026

Les conséquences des risques climatiques sont déjà tangibles pour une large part de la population : **44% des personnes régulièrement exposées constatent une baisse de leur confort de vie, souvent liée à des pertes matérielles ou financières**, tandis que 27% évoquent un impact négatif sur leur santé physique ou mentale. Ces situations ont conduit une partie des Français à modifier leurs comportements : 37% ont changé leurs habitudes de consommation, 21% ont réalisé des travaux dans leur logement et 19% mènent des démarches de prévention auprès de leurs proches. Ces chiffres témoignent d'une prise de conscience, même si les changements radicaux restent marginaux.

Dans ce contexte, la gestion des risques climatiques s'impose comme un enjeu politique majeur à l'approche des prochaines élections municipales. **Les Français expriment de fortes attentes envers leurs communes, notamment en matière d'infrastructures, de prévention et d'information.** Ainsi, **plus de la moitié des maires (52%) déclarent avoir l'intention de traiter la question climatique dans leur futur programme municipal.**

[Télécharger l'étude](#)

Contacts presse

Fondation Jean-Jaurès

Eugénie ARNAUD

eugenie.arnaud@jean-jaures.org

T. 01 40 23 24 35 / 07 88 38 50 54

www.jean-jaures.org

Macif

Marion Quint

mquint@macif.fr

0628115638

À propos de la Fondation Jean-Jaurès :

Première des fondations politiques en France, la Fondation Jean-Jaurès est reconnue d'utilité publique en 1992, date de sa création par Pierre Mauroy. Sa mission est, à court terme, d'influencer les politiques publiques par ses analyses et ses propositions, et, à moyen terme, de contribuer à repenser en profondeur, à l'échelle internationale, européenne et nationale, la social-démocratie.

À propos de la Macif :

Assureur mutualiste, la Macif protège au quotidien ses 6.37 millions de sociétaires, adhérents ou clients avec des offres et services simples et utiles en assurances dommages, santé-prévoyance et finance-épargne. La Macif a réalisé un chiffre d'affaires de près de 6,950 milliards d'euros en 2024.

Gérant près de 19,3 millions de contrats, elle compte près de 12 000 salariés qui exercent tous en France au sein d'un réseau de plus de 450 points d'accueil physiques et téléphoniques. La Macif a été réélue marque préférée des Français dans la catégorie Compagnies d'assurance en 2024.

SUIVEZ-NOUS !

www.jean-jaures.org